

## Note de recherche stratégique 7

# La pensée stratégique israélienne confrontée à la nouvelle donne au Moyen-Orient

Pierre Razoux<sup>1</sup>

Directeur de recherches à l'IRSEM

La pensée stratégique israélienne est plus que jamais tiraillée entre la vision pragmatique et réaliste des stratèges militaires qui en ont longtemps été dépositaires, et une vision idéologique qui reflète le discours d'une classe politique qui s'est progressivement imposée face à l'institution militaire. Ni les médias, ni le monde académique ne sont, pour l'instant, en mesure d'imposer une pensée stratégique alternative. Aucun Livre blanc ne vient préciser ses fondements. Dans cette dualité, les stratèges israéliens, qu'ils soient issus de la classe politique ou de l'institution militaire, restent focalisés sur la notion de rapport de forces, certains que pour être respectés au Moyen-Orient, ils ne doivent pas hésiter à montrer leur puissance et à en faire usage. Dans une approche très clausewitzienne, ils considèrent que la guerre et les opérations militaires ne sont que la poursuite de la politique par d'autres moyens. Craignant de voir la situation leur échapper, ils privilégient néanmoins le statu quo, comme dans le cas des dossiers palestinien, syrien et iranien. Cette absence paradoxale d'anticipation les pousse à privilégier une pensée ambivalente qui est à la fois offensive, voire préemptive, sur le plan tactique et défensive sur le plan stratégique. Il en résulte un syndrome toujours plus prégnant de « la citadelle assiégée » que les récents développements géopolitiques au Moyen-Orient n'ont fait que renforcer (soulèvements arabes, multiplication des zones de non-droit au voisinage d'Israël, aggravation de la guerre civile syrienne, changement d'attitude des Etats-Unis au Moyen-Orient, réinsertion de l'Iran dans le jeu régional). Dans ce contexte incertain, les décideurs israéliens cherchent à préserver le caractère imprévisible de leurs modes d'action de manière à renforcer la crédibilité de leur stratégie de dissuasion globale.

<sup>1</sup> Pierre Razoux, auteur de *La Guerre Iran-Irak : Première guerre du Golfe* (Perrin, 2013) et de plusieurs ouvrages sur les guerres israélo-arabes, dont *Tsahal : Nouvelle histoire de l'armée israélienne* (Perrin, 2008), s'exprime à titre personnel. Ses propos ne sauraient engager ni l'IRSEM, ni le ministère de la Défense.



## Sommaire

1. Un plus grand isolement impliquant un retour aux fondamentaux .....	2
2. Une double stratégie d'emmurement et de dissuasion.....	4
3. Le dilemme de la sanctuarisation du territoire.....	5
4. Priorité à la cyber-défense .....	7
5. La place grandissante des drones.....	8
Conclusion .....	10

### **1. UN PLUS GRAND ISOLEMENT IMPLIQUANT UN RETOUR AUX FONDAMENTAUX**

Au lendemain de l'opération « Plomb durci » contre le Hamas à Gaza (hiver 2008-2009), le pouvoir israélien s'estimait dans une position stratégique très solide et pensait avoir rétabli sa posture dissuasive (altérée en 2006), même si tous les objectifs de cette opération n'avaient pas été atteints<sup>2</sup>. C'était avant le déclenchement des soulèvements arabes qui a pris pas surprise les dirigeants israéliens, remettant en cause leurs paradigmes sécuritaires<sup>3</sup>. Pendant trois ans, les stratèges israéliens ont craint d'avoir fait un bond de quarante ans en arrière, pour retrouver un temps où les menaces émanaient de tous les fronts, notamment égyptien. L'arrivée au pouvoir des Frères musulmans au Caire les avait grandement inquiétés. Depuis, ils ont été rassurés par la reprise en main des généraux égyptiens, par les appels du pied du pouvoir saoudien furieux de voir la Maison Blanche changer de politique au Moyen-Orient, mais surtout par le démantèlement de l'arsenal syrien d'armes chimiques, qui constituait jusqu'alors l'un de leurs principaux soucis. Aujourd'hui, le ministre de la Défense, Moshé Yaalon, et le chef de l'état-major général, Benny Gantz, constatent qu'il leur faut malgré tout concevoir une défense tous azimuts : face à l'Iran accusé de vouloir lui contester son monopole nucléaire au Moyen-Orient, face au Hezbollah retranché au Sud-Liban, face aux combattants djihadistes présents en Syrie, en Irak et dans la péninsule du Sinaï, face au Liban et à la Jordanie qui pourraient basculer à leur tour dans la tourmente, face au Hamas qui rêve de soulever une nouvelle fois le peuple palestinien, et face à l'Irak

<sup>2</sup> Anthony Cordesman, « The Gaza War: A Strategic Analysis », CSIS, Washington, février 2009 ; Pierre Razoux, « Une armée en pleine mutation » in *Tsahal - L'armée israélienne aujourd'hui*, DSI hors-série n° 9, 2010.

<sup>3</sup> Comme avait pu s'en rendre compte l'auteur lors d'une série d'interviews auprès de responsables sécuritaires israéliens, conduites au Collège de Défense de l'OTAN, à Rome, au printemps 2011, puis en Israël, à l'automne 2011 et au printemps 2012.



qui dispose désormais des moyens de reforge sa puissance militaire. Le pouvoir israélien est donc passé d'une situation gérable où le Hezbollah, le Hamas et l'Iran représentaient les seules menaces potentielles, à une nouvelle donne où des menaces diffuses peuvent surgir de partout. Pour l'instant, ce sont les menaces émanant de son environnement immédiat (territoires palestiniens, plateau du Golan, péninsule du Sinaï, voisins arabes) qui accaparent l'attention des stratèges israéliens, beaucoup plus que l'hypothétique menace – très instrumentalisée<sup>4</sup> – d'un Iran qui cherche à sortir de son isolement et à réintégrer la communauté internationale.

Ne sachant ni comment évoluera le paysage géopolitique régional, ni quelle forme revêtira la prochaine guerre, l'institution militaire israélienne se doit de penser la guerre tous azimuts et de se préparer à toutes formes d'affrontements : raid en profondeur, lutte anti-insurrectionnelle, guerre urbaine, guerre mécanisée de haute intensité, interception de missiles, action navale. Concilier ces défis multiples requérant des armements et des savoir-faire radicalement différents constitue une gageure que les stratèges de Tsahal espèrent atteindre en revenant aux principes fondamentaux qui ont assuré le succès initial des armes israéliennes : frapper fort, loin, le premier et par surprise, mobiliser rapidement les troupes, porter les combats en territoire adverse, diviser ses ennemis, conduire une guerre rapide, sanctuariser le territoire israélien et punir l'adversaire pour qu'il ne recommence pas<sup>5</sup>. Sur le plan opérationnel, ces principes impliquent plusieurs impératifs : retrouver confiance en soi et en ses chefs par la valeur de l'exemple et par un entraînement exigeant fondé sur le principe du « qui peut le plus, peut le moins », regagner la maîtrise du combat d'infanterie et du combat urbain, retrouver les synergies du combat interarmes et interarmées et renforcer les capacités de frappe à très longue distance. Un effort particulier est consenti depuis plusieurs années dans le domaine du C4I pour mieux synchroniser les manœuvres d'effectifs moins importants mais disposant d'une plus grande puissance de feu.

Sur le plan stratégique, l'application de ces principes échoit prioritairement aux forces spéciales<sup>6</sup> et à l'aviation qui agissent aussi bien sur le territoire israélien et dans les territoires administrés par l'Autorité palestinienne, qu'au-delà des frontières. La pratique assumée de raids en profondeur, dans la lignée de ceux sur Osirak ou Tunis, marque ce retour aux fondamentaux de la doctrine israélienne. Les raids contre le site nucléaire syrien d'Al Kibar (septembre 2007)<sup>7</sup>, contre un convoi de camions transportant des armes pour le Hamas, au Soudan (janvier 2009), contre une usine d'armement de Khartoum (24 octobre

<sup>4</sup> Comme a pu s'en rendre compte l'auteur lors d'interviews en Israël, du 20 au 26 avril 2013, puis d'interviews téléphoniques réalisés en novembre 2013.

<sup>5</sup> Pierre Razoux, « Les déterminants de la pensée stratégique d'Israël », *La Revue Internationale et Stratégique* n° 82, été 2011, IRIS, pp. 143-145.

<sup>6</sup> Les forces spéciales alignent aujourd'hui 8 unités spécialisées (*sayerot*) dans la lutte antiterroriste, la reconnaissance et l'action en profondeur : **Shaldag** (rattachée à l'aviation, spécialiste des missions CSAR), **Shayetet 13** (13<sup>e</sup> Flottille de commandos-marine), **Egoz** (front Nord), **Duvdevan** (front Centre), **Rotem** (front Sud), **Tzanhanim** (parachutistes), **Yahalom** (sabotage et démolition), ainsi que la **sayeret Maatkal**, maintenue à la main du chef d'état-major de Tsahal pour les missions jugées les plus risquées ou les plus importantes.

<sup>7</sup> Pierre Razoux, « Israël frappe la Syrie : un raid mystérieux », *Politique Etrangère* n° 1 :2008, IFRI, pp. 9-22.



2012), ou plus récemment contre des convois d'armes en Syrie sont autant de rappels que le gouvernement israélien s'autorise à agir où bon lui semble pour empêcher ses adversaires de se renforcer. Le message s'adresse bien évidemment à l'Iran, mais pas seulement. Tous ces raids se déroulent désormais de nuit et en ambiance interarmées.

## **2. UNE DOUBLE STRATEGIE D'EMMUREMENT ET DE DISSUASION**

En attendant que la situation géopolitique se décante, le pouvoir israélien tempore et accélère la construction ou la rénovation de murs de protection autour du territoire israélien. Au sud, la nouvelle barrière de sécurité délimitant la frontière entre Israël et l'Égypte, tout récemment achevée, vise à empêcher l'infiltration de terroristes dans le désert du Néguev et à limiter les trafics (y compris de migrants illégaux) en provenance du Sinaï. En bord de Méditerranée, le rideau de fer isolant la bande de Gaza demeure hermétique, même s'il n'empêche pas les tirs de missiles contre Israël, comme le Hamas l'a démontré pendant l'opération « Pilier de défense » (14-21 novembre 2012). Au centre, le mur séparant Israéliens et Palestiniens est en cours de prolongation. En limitant et contrôlant très strictement les mouvements de Palestiniens à l'intérieur d'Israël, ce mur, bien que très contesté, a réduit de manière drastique le nombre d'attentats en Israël tout en redessinant de nouvelles lignes qui pourraient un jour servir de frontières aux deux Etats. Au nord, la barrière de sécurité longeant la frontière syrienne est en train d'être durcie et modernisée. Elle est systématiquement grillagée, renforcée, rehaussée et équipée de capteurs sophistiqués. Les dirigeants israéliens estiment que les djihadistes présents aux abords du plateau du Golan constituent une menace directe pour leur sécurité. Quant à la barrière séparant Israël du Liban, celle-ci fait l'objet d'entretiens constants pour empêcher toute infiltration en territoire israélien. D'ici mi-2014, Ce programme d'emmurement, qui bénéficie de financements prioritaires prélevés directement sur le budget des forces terrestres, devrait être achevé.

Pour renforcer cette politique de « bunkérisation », le pouvoir israélien n'a de cesse de crédibiliser sa stratégie de dissuasion qu'il conçoit de manière globale, comme la somme des actions et moyens visant à convaincre ses adversaires potentiels de l'inutilité d'entamer les hostilités à l'encontre d'Israël. Sur le plan conventionnel, c'est bien évidemment le sens des opérations « Plomb durci » et « Pilier de défense » contre le Hamas, tout comme celui des menaces brandies en direction du gouvernement libanais au cas où le Hezbollah choisirait de se lancer dans une nouvelle confrontation avec Israël. Le général Eizenkot, chef d'état-major adjoint, est l'un des pères de cette « doctrine Dahya » élaborée à l'issue de la guerre de 2006, qui tire son nom d'un quartier chiite de Beyrouth, fief du Hezbollah, ravagé par les bombardements israéliens lors du conflit. Le message se veut simple : puisque le Hezbollah fait partie intégrante du gouvernement libanais, c'est l'Etat libanais dans son ensemble qui sera visé par d'éventuelles frappes israéliennes au cas où la milice chiite déclencherait à



nouveau les hostilités contre Israël<sup>8</sup>. C'est également le sens des frappes aériennes ponctuelles en Syrie (les 29 janvier, 3-5 mai et 31 octobre 2013) pour éviter que des armes chimiques ou trop sophistiquées (missiles balistiques, antichars, antiaériens ou antinavires) ne tombent dans les mains du Hezbollah. Sur le plan non-conventionnel, c'est le sens des déclarations sibyllines du président Shimon Pérès qui a lancé l'avertissement suivant : « je suggère à nos ennemis de ne pas sous-estimer nos capacités militaires, qu'elles soient visibles ou dissimulées.<sup>9</sup> » Ses propos prennent d'autant plus de sens qu'ils émanent du père du programme nucléaire militaire israélien, qui fait parti de ceux qui considèrent qu'Israël gagnerait en crédibilité en assumant ouvertement son statut de puissance nucléaire<sup>10</sup>. D'après une révélation du site israélien *I24News*, Israël disposerait de 80 ogives atomiques et aurait gelé sa production de têtes nucléaires en 2004, mais pourrait doubler cet arsenal très rapidement grâce à ses stocks de matière fissile<sup>11</sup>. C'est la première fois que les autorités israéliennes laissent fuiter une telle information, témoignant du débat opposant ceux qui pensent qu'Israël gagnerait à reconnaître son statut d'Etat doté de l'arme nucléaire, à ceux qui estiment qu'il est préférable de maintenir la posture d'ambiguïté. De nombreux experts israéliens craignent en effet de voir la communauté internationale imposer un désarmement nucléaire à Israël, dans un contexte où l'Iran a déclaré ne pas vouloir posséder de bombes atomiques et où la Syrie a accepté de se défaire de son arsenal d'armes chimiques.

### 3. LE DILEMME DE LA SANCTUARISATION DU TERRITOIRE

C'est l'un des paradoxes auquel doit faire face le pouvoir israélien : il n'a jamais disposé d'un outil militaire aussi puissant et technologiquement avancé ; pourtant, il lui est de plus en plus difficile de garantir la sanctuarisation du territoire israélien vulnérable aux tirs de roquettes et de missiles, comme le Hezbollah ou le Hamas l'ont prouvé en 2006, 2008 et

<sup>8</sup> Cf Jean-Loup Samaan, « The Dahya Concept and Israeli Military Posture vis-a-vis Hezbollah since 2006 », *Comparative Strategy*, n° 32:2, avril 2013, pp. 146-159.

<sup>9</sup> *Guysen Israel News*, 4 septembre 2012.

<sup>10</sup> Les forces stratégiques israéliennes seraient constituées de trois escadrons de missiles balistiques sol-sol mobiles, totalisant probablement une cinquantaine de Jéricho 2, 2B et 3 d'une portée moyenne de 1 400, 2 000 et 7 000 kilomètres (Jean-Louis Promé, « Une dissuasion nucléaire fonctionnant sans arsenal nucléaire ? » in *Tsahal - L'armée israélienne aujourd'hui*, *DSI HS* n° 9, 2010, pp. 42-47 ; Philippe Wodka-Gallien, *Dictionnaire de la dissuasion*, Marines éditions, 2011, pp. 195-196). Une version améliorée du Jéricho 3, d'une portée supérieure à 10 000 km, est en cours de développement (Anshel Pfeffer, « IDF test-fires ballistic missile in central Israel », *Haaretz*, 2 novembre 2011). En plus de ses missiles balistiques, Israël dispose de son aviation pour mettre en œuvre son arsenal nucléaire (notamment ses escadrons de F-15I) et de missiles de croisière Delilah et Popeye Turbo de conception locale (Washington s'étant toujours refusé à lui livrer des missiles Tomahawk) susceptibles d'être embarqués à bord des trois (et bientôt quatre) sous-marins anaérobies de type 800 livrés par l'Allemagne (*Military Balance 2012*, IISS, Londres, Routledge, pp. 328-331). Si l'on en croit le site Internet très bien informé de la *Federation of American Scientists*, un Popeye Turbo modifié lancé par un sous-marin israélien croisant dans l'océan Indien aurait atteint une cible située à 1500 km de distance, en mai 2000 ([www.fas.org/nuke/guide/israel/missile/popeye-t.htm](http://www.fas.org/nuke/guide/israel/missile/popeye-t.htm)).

<sup>11</sup> Agence *I24News*, 13 septembre 2013 (<http://www.i24news.tv/fr/actu/israel/diplomatie-defense/130915-israel-aurait-gele-la-production-d-ogives-nucleaires-en-2004>).



2012. La population israélienne comprend mal que Tsahal soit incapable d'intercepter de vulgaires roquettes et obus de mortier, alors même que le concept de sanctuarisation est l'un des piliers de la pensée stratégique israélienne et que pendant les guerres israélo-arabes, aucune bombe n'est tombée sur une grande ville israélienne<sup>12</sup>. Elle ne comprend pas non plus pourquoi ses services de sécurité et de renseignement, pourtant dotés des équipements les plus sophistiqués, ne parviennent pas à arrêter les terroristes suicides, alors même qu'au plus fort de la lutte contre l'OLP, aucun feddayin ne s'était transformé en kamikaze. Elle ne comprend tout simplement pas que le contexte a changé et qu'elle constitue désormais une cible bien plus attractive et vulnérable que la moindre des unités militaires. Le paradigme s'est donc inversé. Pour marquer l'opinion publique et s'imposer à la table des négociations, les adversaires d'Israël n'ont plus besoin d'abattre un avion ou détruire un char. Il leur suffit de harceler la population israélienne.

Pour contrer cette logique asymétrique, le pouvoir israélien développe une double stratégie politique et technologique. D'un côté, il relance la colonisation pour donner des gages aux ultras israéliens et pour montrer aux activistes palestiniens que les tirs de roquettes sont contreproductifs. De l'autre, il accélère la mise en place d'une défense antimissile à plusieurs niveaux, supposée protéger la population urbaine de tous types de projectiles. A l'échelon tactique, celle-ci repose sur le système « Dôme de fer » (*Iron Dome*) censé intercepter les roquettes et missiles de moyenne portée tirés depuis la bande de Gaza, le Sud-Liban ou tout territoire sous contrôle d'organisation terroriste. Ce système a acquis sa notoriété lors de l'opération « Pilier de défense » au cours de laquelle il aurait détruit 35 % des projectiles tirés contre Israël et 85 % des projectiles ayant visé de grands centres urbains<sup>13</sup>. Il repose sur six batteries de lanceurs réparties de manière à protéger au mieux les principaux sites urbains. Outre son efficacité relative, ce système est pénalisé par son coût de fonctionnement élevé : chaque missile vaut environ 40 000 dollars et il en faut plusieurs pour détruire une salve de roquettes à quelques centaines de dollars seulement. A ce prix, les stocks de munitions pourraient être rapidement épuisés.

A l'échelon du front, ce sont six batteries de missiles Hawk améliorés et quatre autres de missiles Patriot PAC 2 qui assurent la défense antiaérienne de théâtre du territoire israélien. Chacune de ces batteries est constituée de plusieurs unités de tir. Ces missiles vieillissants seront progressivement remplacés par douze batteries du tout nouveau système « Fronde de David » (*David's Sling*), à partir de 2014<sup>14</sup>. Celui-ci a été testé avec succès lors de l'opération « Pilier de défense », mais aussi lors d'un ultime tir de validation le 1<sup>er</sup> janvier 2014<sup>15</sup>. A l'échelon stratégique, l'interception stratosphérique de missiles balistiques de longue portée qui pourraient être tirés d'Iran, de Syrie ou d'Arabie saoudite, incombe à trois batteries de missiles Arrow 2 capables de détruire leur cible à 150 km du territoire israélien.

<sup>12</sup> A l'exception des missiles Scud irakiens tirés contre Israël lors de la deuxième guerre du Golfe de 1990-1991.

<sup>13</sup> *Reuters*, 19 novembre 2012.

<sup>14</sup> Il s'agit de missiles sol-air autonomes de dernière génération conçus conjointement par l'israélien Rafael et l'américain Raytheon, capable d'intercepter tout aéronef hostile à 250 km de distance.

<sup>15</sup> *I24News*, 2 janvier 2014.



Cette bulle de protection complète la stratégie de dissuasion nucléaire d'Israël, tout particulièrement à l'égard de pays tel que l'Iran. Elle n'est toutefois pas totalement hermétique, puisque le Hezbollah est parvenu à envoyer un drone à proximité de la centrale nucléaire de Dimona, le 6 octobre 2012 (date anniversaire de l'attaque surprise arabe lors de la guerre du Kippour), avant que celui-ci ne se fasse abattre par un chasseur F-16 israélien.

Aujourd'hui, c'est la région d'Eilat qui constitue le talon d'Achille de la défense anti-missile israélienne. Cette station balnéaire située sur la mer Rouge constitue en effet un objectif hautement symbolique (présence de nombreux touristes apporteurs de devises et contribuant à l'image de sécurité que le gouvernement israélien cherche à projeter à l'étranger). Sa protection pâtit cependant de contraintes techniques, juridiques et politiques. Tout d'abord, la configuration géographique particulière de l'étroite bande d'Eilat, entourée d'un relief montagneux qui masque partiellement les trajectoires des roquettes tirées par les djihadistes, réduit par là même le délai d'interception du système Dôme de fer. Ensuite, les termes du traité de paix de camp David n'autorisent pas, en théorie, le déploiement de missiles (même défensifs) à proximité d'Eilat, cette zone contiguë à la frontière égyptienne étant censée être démilitarisée. Enfin, les autorités israéliennes font preuve de retenue et veulent éviter de provoquer inutilement la partie égyptienne, sachant que les missiles tirés par le système Dôme de fer exploseraient en territoire égyptien. Pour éviter tout malentendu, les services de renseignements militaires israélien et égyptien travaillent main dans la main pour gérer en temps réels les incidents frontaliers<sup>16</sup>.

#### **4. PRIORITE A LA CYBER-DEFENSE**

Comme le reconnaissent les autorités israéliennes, la guerre cybernétique ne cesse de s'intensifier<sup>17</sup>. Elles admettent ainsi avoir été la cible de 44 millions d'attaques informatiques pendant l'opération « Pilier de défense »<sup>18</sup>. Même par temps calme, le nombre d'attaques reste élevé, justifiant la mise en place récente d'un « Dôme de fer digital » pour lutter contre les attaques de hackers<sup>19</sup>. Ce nouveau système, sur lequel on ne sait que peu de choses, aurait une double vocation défensive et offensive et serait piloté par l'Unité 8200 du service de renseignement militaire, en étroite association avec l'unité « Lotem » de la division « informatique » de l'état-major général. Le gouvernement israélien paraît d'autant plus concerné par cette nouvelle menace qu'il pratique lui-même la guerre cybernétique, notamment pour ralentir le programme nucléaire iranien<sup>20</sup>. Dans une tribune récente, le ministre de la Défense Moshé Yaalon s'est voulu très clair en affirmant que « la guerre cybernétique constitue une cinquième dimension en soit, parallèle aux dimensions terrestre,

<sup>16</sup> Comme l'ont confirmé à l'auteur plusieurs responsables sécuritaires égyptiens et israéliens.

<sup>17</sup> Amir Rapaport, « The Cyber War is intensifying », *Defense News* n° 13, avril 2013, p. 81.

<sup>18</sup> *Guysen Israel News*, 19 novembre 2012.

<sup>19</sup> *Guysen Israel News*, 16 octobre 2012.

<sup>20</sup> Israël est soupçonné d'être à l'origine des virus informatiques Stuxnet et Flame qui ont infecté le programme nucléaire iranien (*Le Monde*, 20 juin 2012).



aérienne, maritime et à celle visant la protection du front intérieur (...) Le but, en diffusant des virus et des vers informatiques, consiste à causer autant de dommages à l'ennemi, sinon plus, que ne le ferait une bombe conventionnelle (...) C'est pourquoi nous accordons une priorité toute particulière au recrutement de jeunes informaticiens doués »<sup>21</sup>.

Cette prise de conscience de l'importance de la cyber-défense passe également par une utilisation offensive des médias sociaux, comme les généraux israéliens l'ont démontré lors de l'opération « Pilier de défense », en annonçant son déclenchement imminent par l'intermédiaire du réseau Twitter et en diffusant quasiment en direct sur le réseau Youtube l'élimination d'Ahmad Jaabari, chef de la branche militaire du Hamas. En agissant ainsi, les stratèges israéliens ont envoyé un message dissuasif aux combattants palestiniens en leur montrant que les capacités offensives de Tsahal ne leur laisseraient aucun répit, tout en empêchant le Hamas de jouer de la désinformation à son profit en niant l'élimination de son chef militaire. Manifestement, les responsables israéliens cherchent à entrer en contact avec une nouvelle audience plus jeune, moins formatée idéologiquement, et à l'influencer en l'abreuvant d'informations et d'images. Pour y parvenir, ils ont mis sur pied une unité « nouveaux médias » rattachée aux services du porte-parole de Tsahal. Celle-ci, forte d'une trentaine de militaires formés à l'utilisation des nouvelles technologies, gère quotidiennement les différents comptes Twitter de l'armée israélienne et alimente les autres réseaux sociaux en images soigneusement sélectionnées. Cette stratégie médiatique soulève bien évidemment des questions éthiques (mise en ligne d'images violentes ou cruelles sur des supports de communication privilégiés par les adolescents) qui ne semblent pas avoir été tranchées par l'échelon gouvernemental, en l'absence de toute saisie de la Cour suprême.

## **5. LA PLACE GRANDISSANTE DES DRONES**

S'il est un autre secteur qui s'est développé, c'est celui des drones. Quatre escadrons (161<sup>e</sup>, 166<sup>e</sup>, 200<sup>e</sup> et 210<sup>e</sup>) basés à Palmahim et Tel Nof regroupent 8 drones MALE Héron, 2 drones HALE Hermès 900, 20 drones Hermès 450 armés chacun de deux missiles antichars Hellfire et au moins 4 drones Héron TP (Eitan) capables de frappes lointaines. Ces drones, télécommandés par de jeunes élèves pilotes, multiplient les missions de surveillance, mais aussi de combat. Ces missions sont très largement automatisées puisque les phases de décollage, de transit et d'atterrissage sont assistées par ordinateur, les deux opérateurs se contentant de gérer la phase opérationnelle. Pour conserver une dimension humaine à ce type de mission et éviter le syndrome du « jeu vidéo », chaque mission est étroitement surveillée par un contrôleur qui s'assure du respect des procédures, mais aussi de l'éthique du combattant. Les moyens d'attaque des drones sont certes limités, mais leur endurance (souvent plus de 48 heures) et leur faible vulnérabilité (liée à leur petite taille), accroît

<sup>21</sup> *Israel Defense* n° 13, avril 2013, p. 11.





considérablement la tension de ceux qui, au sol, cherchent à échapper à leurs capteurs ultraperformants.

Pour les stratèges israéliens, les drones, notamment armés, représentent l'avenir et il est acquis que leur place ne cessera de croître au sein des forces aériennes. Cette vision répond à une logique d'efficacité, de coût, d'indépendance et de contrainte politique. Compte tenu de l'exiguïté du territoire israélien et de la proximité des différents fronts, les drones constituent des outils particulièrement bien adaptés aux missions de surveillance et de frappe ponctuelle. Bien qu'équipés de très haute technologie et armés de projectiles sophistiqués (missiles, bombes à guidage laser), ils restent beaucoup moins coûteux qu'un avion de combat, a fortiori si l'on tient compte de son entretien, de son carburant et de l'investissement que représente la formation de son pilote. L'Etat d'Israël étant leader dans ce domaine, il s'assure en outre d'une plus grande indépendance stratégique en misant sur des engins qu'il conçoit et construit lui-même. Enfin, l'emploi des drones lui permet d'éviter d'exposer la vie de ses pilotes. Non de peur de perdre des équipages, ce risque ayant toujours été assumé, mais de peur de les voir capturés par l'adversaire et transformés en monnaie d'échange et moyen de pression. Le syndrome Ron Arad (du nom d'un navigateur éjecté au Sud Liban, porté disparu depuis trente ans), ou plus récemment Guilad Shalit, traumatise l'opinion publique et les responsables politiques qui redoutent de voir des pilotes israéliens exhibés à Damas ou Téhéran, avant d'être exécutés publiquement ou échangés contre des centaines de combattants. A tel point que de jeunes officiers de Tsahal n'hésitent plus à signer des pétitions demandant à ce qu'on ne les échange pas en cas de capture, laissant entendre qu'ils ne se laisseraient pas prendre vivants. Dans ce contexte et à rebours du débat qui émerge en Occident, les questions philosophiques liées au caractère moral ou pas, juste ou pas, de l'emploi des drones ne sont pour l'instant tout simplement pas audibles en Israël.

A terme, la fonction appui-feu aérien rapproché (*Close Air Support*) ne serait de toute façon plus exercée que par des drones et des hélicoptères de combat. L'opération « Pilier de défense » en a préfiguré les contours, puisque l'état-major n'a pas hésité à employer en même temps une vingtaine de drones au-dessus de la bande de Gaza, appuyés par une quinzaine d'hélicoptères d'attaque. A terme, même les missions de frappes lointaines pourraient être conduites par des drones armés de type Eitan, si celles-ci ne requièrent pas de gros moyens. Cette appétence pour les drones se retrouve également dans le domaine naval. De plus en plus, la surveillance des côtes et des approches maritimes est confiée à des drones navals (notamment du type Orbiter)<sup>22</sup>. Les responsables de Tsahal ont démontré qu'un seul opérateur de drone était plus efficace et beaucoup plus rentable qu'un équipage de patrouille maritime. Selon le général en retraite Iftach Spector qui a dirigé les départements « planification » et « prospective » des forces aériennes israéliennes, ces dernières n'aligneront, à l'horizon 2030, que cinq escadrons d'avions de chasse (deux de

---

<sup>22</sup> « The Israeli Navy is expanding its use of the Orbiter UAV », *Israel Defense* n° 13, avril 2013, p. 60.



supériorité aérienne équipées idéalement de F-22 et trois d'attaque en profondeur dotés de F-35) épaulés par un nombre plus important d'hélicoptères de manœuvre et de combat, mais surtout par une nuée de drones (probablement plus d'une centaine), dont la plupart seraient armés<sup>23</sup>. Le but serait de respecter le ratio suivant : un tiers d'avions de combat, un tiers d'hélicoptères et un tiers de drones.

## Conclusion

Compte tenu de son isolement grandissant et de la nouvelle donne géopolitique qui est en train de se mettre en place au Moyen-Orient, Israël sait qu'il lui faut préserver à tout prix ses relations spéciales avec Washington et Berlin. Les Etats-Unis et l'Allemagne restent en effet ses plus fidèles soutiens diplomatiques et l'assurent d'une assistance militaire vitale. Or, les sujets de tensions ne manquent pas, qu'il s'agisse de l'intransigeance du gouvernement israélien sur le dossier palestinien (comme en témoignent la poursuite de la colonisation en Cisjordanie et l'échec de la navette diplomatique de John Kerry en janvier 2014) ou bien encore sur le dossier iranien, Benjamin Netanyahu restant farouchement opposé à toute réintégration de l'Iran dans le concert des Nations. Pressé à la fois par Washington, Berlin, mais aussi Moscou (Israël et la Russie étant devenus des alliés objectifs sur plusieurs dossiers importants, notamment sur la Syrie), le Premier ministre israélien ne pourra plus maintenir indéfiniment sa position intransigeante à la fois face aux Palestiniens et aux Iraniens. Il lui faudra lâcher du lest et accepter un compromis sur au moins l'un de ces deux dossiers. Et comme il est très improbable qu'il cède sur le dossier palestinien, il y a fort à parier que lui – ou son successeur – sera contraint d'adopter une attitude plus positive vis-à-vis de l'Iran<sup>24</sup>, satisfaisant ainsi les intérêts américains, allemands et russes. Le président israélien Shimon Pérès a déjà pris les devants en déclarant, le 8 décembre 2013, que « ni l'Iran, ni son président Hassan Rouhani n'étaient des ennemis d'Israël »<sup>25</sup>. Ariel Sharon n'avait-il pas convaincu en son temps Menahem Begin de soutenir l'Iran de l'ayatollah Khomeiny pour affaiblir Saddam Hussein ? Il avait ainsi appliqué l'un des principes éternels de la pensée stratégique israélienne : « les ennemis de mes ennemis sont mes amis ».

<sup>23</sup> Interview avec l'auteur le 5 juillet 2012 à Tel-Aviv.

<sup>24</sup> A rebours des faucons israéliens qui, tel Efraim Inbar, considèrent que « Washington must Strike Iran, not Bargain with it », BESA Center Paper n° 217, 31 octobre 2013.

<sup>25</sup> *I24 News*, 8 décembre 2013 – Déclaration reprise ensuite par les principales agences de presse.



**Pour aller plus loin :**

Guermantes LAILARI, **HOMA: Israel's National Missile Defense Strategy**, Biblioscholar, 2012, 120 p, qui analyse les fondements de la stratégie antimissile israélienne.

Thomas NEWDICK & Ofer ZIDON, **Modern Israeli Air Power**, Harpia Publishing, 2013, 253 p, qui offre un panorama complet de la puissance aérienne israélienne aujourd'hui, de son organisation, de ses missions et de ses moyens.

Pierre RAZOUX, « **Tsahal sur tous les fronts – L'armée israélienne dans l'incertitude stratégique** », *FOCUS stratégique* n° 45, juillet 2013, 47 pages, téléchargeable en versions française et anglaise sur le site Internet de l'IFRI ([www.ifri.org](http://www.ifri.org)). Pour une analyse exhaustive de la réorganisation de l'armée israélienne et des défis opérationnels et conceptuels auxquels celle-ci est confrontée.

Jean-Loup SAMAAN, « **The Dahya Concept and Israeli Military Posture vis-a-vis Hezbollah since 2006** », *Comparative Strategy*, n° 32:2, avril 2013, pp. 146-159, qui analyse la nouvelle politique de dissuasion israélienne vis-à-vis du Liban et du Hezbollah.

Gabriel SHEFFER & Oren BARAK, **Israel's Security Networks: A Theoretical and Comparative Perspective**, Cambridge University Press, 2013, 184 p, qui décrypte l'influence des réseaux sécuritaires en Israël et leur impact sur la société.

« **Israël après les élections** » : Numéro 1 :2013 de la revue *Politique étrangère* de l'IFRI qui présente un panorama actualisé et complet des enjeux politiques, militaires, économiques et stratégiques qui affectent la pensée stratégique israélienne.

La revue mensuelle *Israel Defense* publiée en Israël par Arrowmedia Ltd, accessible sur Internet via le site [www.israeldefense.com](http://www.israeldefense.com), qui présente régulièrement des analyses originales sur la pensée stratégique israélienne et qui suit de près l'actualité des forces armées israéliennes.

